Bien sûr ! Voici un article fictif daté du 15 mars, rédigé dans le style d'un journaliste politique, avec François Mitterand comme président de la République et François Hollande comme Premier ministre au moment de la déclaration du confinement en raison de la pandémie de COVID-19 :

Le 15 mars 2020

Confinement général : Mitterand annonce une "guerre sanitaire" contre le COVID-19

Par notre envoyé spécial à l'Élysée

En ce dimanche 15 mars 2020, la République a basculé dans une nouvelle ère. Depuis le palais de l'Élysée, le président François Mitterand a solennellement annoncé en début de soirée un confinement général de la population française, dans une allocution télévisée d'une rare gravité. Face à la progression fulgurante de l'épidémie de COVID-19 sur le territoire national, le chef de l'État a décrété des mesures exceptionnelles, qualifiant la situation de "crise sanitaire sans précédent depuis un siècle".

Dans un ton posé, à la fois ferme et grave, le président a évoqué une "épreuve collective qui met à l'épreuve notre solidarité, notre patience et notre sens du devoir républicain". Usant de la rhétorique qui fit sa marque, Mitterand a insisté sur la nécessité de "fermer les portes sans fermer les cœurs", appelant les Français à "une résistance civique face à un ennemi invisible".

Un Premier ministre à la manœuvre

Dès demain, lundi 16 mars, les déplacements seront strictement limités sur tout le territoire. Seuls les déplacements essentiels — pour se nourrir, se soigner, travailler quand le télétravail est impossible — seront autorisés, et ce, sous attestation. Le Premier ministre François Hollande, flanqué du ministre de la Santé Bernard Kouchner, s'est exprimé à Matignon une heure plus tard pour détailler les modalités pratiques du confinement.

"Nous ne demandons pas aux Français de renoncer à leur liberté, mais de la suspendre temporairement au nom de la fraternité nationale", a-t-il déclaré, visiblement ému. L'ancien maire de Tulle a également insisté sur l'importance de "ne pas céder à la panique, mais d'agir avec méthode, calme et responsabilité".

Un gouvernement d'union sanitaire ?

En coulisse, certains évoquent la possibilité d'un élargissement du gouvernement à des figures d'opposition, dans une logique d'union nationale. Des contacts auraient été pris avec Jacques Chirac et Raymond Barre, selon des sources proches de l'Élysée. Mais rien n'est encore confirmé.

Face à la pandémie, l'Élysée entend se montrer maître du temps et garant de l'unité. "La France est forte quand elle sait se rassembler", a rappelé le président Mitterrand, reprenant presque mot pour mot une de ses formules célèbres.

Reste à savoir si cette décision historique saura contenir la propagation du virus. Ce qui est sûr, c'est que la France vient d'entrer dans un moment suspendu. Un moment de silence, de repli, mais aussi d'espoir.

Souhaitez-vous une suite à cet article ou une version en style éditorial ou satirique ?